

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

**NATIOCREDIBAIL**

Société anonyme au capital de 32.000.000 €  
Siège social : 12 Rue du Port – 92000 Nanterre  
998 630 206 RCS Nanterre

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 23 mai 2018*

**I. — Bilan comparé 2017-2016**

En milliers d'euros

<b>Actif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Créances sur les établissements de crédit	179 236	168 989
Opérations avec la clientèle	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	7	7
Parts dans les entreprises liées	46 291	46 291
Crédit-bail et location avec option d'achat	2 579 937	2 390 249
Location simple	6 424	7 094
Immobilisations corporelles & incorporelles	0	0
Autres actifs	27 735	40 800
Comptes de régularisation	9 849	8 011
Total de l'actif	2 849 480	2 661 441
<b>Passif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Dettes envers les établissements de crédit	2 545 935	2 378 933
Opérations avec la clientèle	170 098	146 641
Dettes représentées par un titre	1 000	1 000
Autres passifs	36 658	57 554
Comptes de régularisation	29 646	23 794
Provisions	207	2 607
Capitaux propres hors FRBG	65 936	50 912
<i>Capital souscrit</i>	<i>32 000</i>	<i>32 000</i>
<i>Prime d'émission</i>	<i>17 642</i>	<i>17 642</i>
<i>Réserves</i>	<i>3 275</i>	<i>3 275</i>
<i>Subventions d'investissements</i>	<i>6 171</i>	<i>5 957</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>-7 961</i>	<i>-20 822</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>14 809</i>	<i>12 861</i>
Total du passif	2 849 480	2 661 441

**Hors-bilan comparé 2017-2016**

<b>En milliers d'euros</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>323 064</b>	<b>317 538</b>
Engagements de financement des établissements de crédit		5 000
Engagements de financement de la clientèle	322 858	312 408
Engagements de garantie	207	130
<b>Engagements reçus</b>	<b>254 180</b>	<b>299 813</b>
Engagements de financement	35 256	54 981
Engagements de garantie reçus d'établissement de crédit	152 600	184 449
Engagements de garantie reçus de la clientèle	66 324	60 383
Engagements sur titres	0	0

**II. — Compte de résultat comparé 2017-2016**

<b>En milliers d'euros</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
Intérêts et produits assimilés	1 843	2 423
Intérêts et charges assimilés	-29 170	-28 057
Produits sur opérations de crédit bail et assimilés	307 742	267 516
Charges sur opérations de crédit bail et assimilés	-251 078	-213 512
Produits sur opérations de location simple	8 770	4 609
Charges sur opérations de location simple	-11 028	-10 607
Revenus des titres à revenu variable	0	0
Commissions (produits - charges)	-940	-956
Autres produits d'exploitation bancaire et non bancaire	3 443	6 513
Autres charges d'exploitation bancaire et non bancaire	-691	-2 485
Produit net bancaire	28 891	25 444

Charges générales d'exploitation	-13 082	-12 137
Résultat brut d'exploitation	15 808	13 307
Cout du risque	208	39
Résultat d'exploitation	16 016	13 346
Résultat courant avant impôt	16 016	13 346
Impôt sur les bénéfices	-1 207	-485
Résultat net	14 809	12 861

### III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 14.809.331,21 Eur comme suit :

Bénéfice de l'exercice	14.809.331,21€
Report à nouveau de l'exercice précédent	- 7.961.253,67€
Résultat distribuable	6.848.077,54 €
Distribution de dividendes (3,42 X 2.000.000 actions)	- 6.840.000 €
Solde au report à nouveau	8.077,54 €

### IV. — Annexes aux comptes sociaux

#### 1. Faits marquants de l'exercice

Néant.

#### 2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de NATIOCREDBAIL ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16, CRC 2005-04 et le règlement ANC n°2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Conformément aux dispositions du règlement 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

NATIOCREDBAIL fait application, depuis le 1er janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

#### A) Conversion des opérations libellées en devises.

NATIOCREDBAIL n'effectue pas d'opérations en devises.

#### B) Créances sur les établissements de crédit.

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

#### C) Opérations avec la clientèle.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS.

L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif

d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour NATIOCREDBAIL.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque »

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

#### **D) Titres.**

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

##### **Titres de transaction**

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

NATIOCREDBAIL ne détient pas de titres de transaction au 31 décembre 2017.

##### **Titres de placement**

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

NATIOCREDBAIL ne détient pas de titres de placement au 31 décembre 2017.

##### **Titres d'investissement**

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

NATIOCREDBAIL ne détient pas de titres d'investissement au 31 décembre 2017.

##### **Titres de l'activité de portefeuille**

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

NATIOCREDBAIL ne détient pas de titres de l'activité portefeuille au 31 décembre 2017.

##### **Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les « Parts dans les entreprises liées » sont constitués par des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

#### **E) Crédit Bail Immobilier et Immeuble en Location Simple**

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre

2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

#### **- Crédit-bail Immobilier**

Il convient au préalable de rappeler que NATIOCREDBAIL avait opté pour le maintien du régime fiscal d'exonération dans les conditions prévues par l'article 96 de la loi de finances pour 1991, et dont les dispositions générales sont rappelées ci-après :

Le régime fiscal des opérations de crédit-bail immobilier diffère selon qu'il s'agit :

- des opérations conclues avant le 1er janvier 1991 : maintien du régime fiscal de faveur des SICOMI ;
- des opérations conclues entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 1995 : maintien du régime de faveur jusqu'au 31 décembre 1995, sauf pour les opérations portant sur des immeubles à usage de bureaux, exclues du bénéfice du régime dérogatoire dès le 1er janvier 1991.

#### **- Opérations de crédit-bail conclues jusqu'au 31 décembre 1995**

##### **a) Valeur brute des immobilisations de crédit-bail**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être inclus dans les contrats avec le crédit-preneur et qui seront comptabilisés en produit à recevoir capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

##### **b) Amortissement des immobilisations**

L'amortissement est comptabilisé selon un mode dégressif pour chaque opération. Cependant, conformément à la réglementation particulière applicable aux SICOMI (circulaire du 30 septembre 1968), la Société peut amortir ses immeubles sur des durées plus courtes que celles de droit commun. NATIOCREDBAIL amortit sur une durée de vingt ans ses immeubles.

##### **c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

La Société est autorisée à constituer chaque année une provision spéciale, dite "Provision article 64", égale à la différence entre l'amortissement financier annuel de l'opération et l'amortissement comptable dudit immeuble pratiqué.

#### **- Opérations de crédit-bail conclues à partir du 1er janvier 1996**

##### **a) Valeur brute des immobilisations**

La valeur brute des immobilisations comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient. Dans le cadre de VEFA ou de construction, des préloyers peuvent être portés dans les contrats avec le crédit-preneur qui sont comptabilisés en produit à recevoir et capitalisé dans la valeur brute locative ou payés à la facturation.

##### **b) Amortissement des immobilisations**

Les amortissements des immobilisations sont comptabilisés suivant un mode linéaire sur 20 ans.

##### **c) Provision pour moins-value sur valeur résiduelle**

L'article 39 quinquies I du Code général des impôts offre aux entreprises de crédit-bail la possibilité de constituer en franchise d'impôt une provision pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble.

#### **- Créances douteuses**

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à la constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique est à néant pour NATIOCREDBAIL.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

#### **- Dépréciation des immobilisations**

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se

calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2017.

#### F) Immobilisations

- Immobilisations incorporelles

**NATIOCREDIBAIL ne détient pas d'Immobilisations incorporelles au 31 décembre 2017.**

- Immobilisations corporelles

NATIOCREDIBAIL ne détient pas d'Immobilisations corporelles au 31 décembre 2017. Elle bénéficie de l'assistance administrative de BPLG.

#### G) Provisions

Les provisions de passif concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes et risques. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de NATIOCREDIBAIL à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

#### H) Produit Net Bancaire.

- Intérêts, produits et charges assimilés

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

- Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail immobilier et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les provisions spéciales (Art 39 & Art 64) et les moins values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de contrat.

Les produits sur opérations de crédit bail immobilier et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice. S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des immeubles en fin de location et les reprises de provisions spéciales (Art 39 & Art 64), les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent, les frais de dossiers et le coût du risque.

#### I) Charges Générales d'Exploitation.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 13 082 K€ contre 12 137K€ en 2016 et sont essentiellement constituées par les rémunérations d'intermédiaires et assistance administrative à hauteur de 11 030 K€.

### 3. Notes sur le bilan

#### A) Opérations en devises

Néant

#### B) Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	2 017	2 016
Créances à vue	62 709	48 948
Créances rattachées		
Total à vue	62 709	48 948
Prêt au jour le jour	-	-
Autres créances à terme	115 422	119 014
Créances rattachées	1 077	1 000
Total à terme	116 499	120 014
Total Créances Saines	179 207	168 962

En milliers d'euros	Brut	Provision	Net
Créances douteuses sur Ets Crédit	70	-41	29
Total Créances Douteuses	70	-41	29

Echéancier au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	115 422	665	8 049	31 029	75 679

#### C) Opérations avec la clientèle (actif)

Néant

#### D) Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant

**E) Actions et autres titres à revenu variable**

Néant

**F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées**

En milliers d'euros	Valeur nette	dont titres cotés	dont titres non cotés	dont établissements de crédit
Participations et autres titres détenus à long terme	7		7	0
Parts dans les entreprises liées	46 291	0	0	46 291
Total 2017	46 298	0	7	46 291
Total 2016	46 298	0	7	46 291

L'évolution des valeurs brutes et nettes des titres de participation et parts dans les entreprises liées sur l'exercice est présentée ci-après :

En milliers d'euros	Total	Participations et autres titres détenus à long terme	Parts dans les entreprises liées
<b>Valeur brute au 31 décembre 2016</b>	<b>46 298</b>	<b>7</b>	<b>46 291</b>
Acquisitions de l'exercice	0	0	
Cessions de l'exercice	-		
Autres mouvements	-		
Valeur brute au 31 décembre 2017	46 298	7	46 291
Dépréciations au 31 décembre 2016	-		
Dotations de l'exercice	-		
Reprises de l'exercice	-		
Autres mouvements	-		
Dépréciations au 31 décembre 2017	-	-	
Valeur nette au 31 décembre 2016	46 298	7	46 291
Valeur nette au 31 décembre 2017	46 298	7	46 291

**G) Crédit-bail**

En milliers d'euros	Immobilisations				
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
<b>Immobilisations en Crédit-Bail</b>					
Immobilisations en Crédit-Bail France	3 241 335	352 943	-106 564	-2 373	3 485 341
Total des immobilisations en Crédit-Bail	3 241 335	352 943	-106 564	-2 373	3 485 341
<b>Immobilisations en cours Crédit-Bail</b>					
Immobilisations en cours Crédit-Bail France	107 836	207 330	-107 992		207 174
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail	107 836	207 330	-107 992	0	207 174
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France					
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-Bail	3 349 171	560 274	-214 556	-2 373	3 692 515

En milliers d'euros	Amortissements					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	
<b>Immobilisations en Crédit-Bail</b>						
Immobilisations en Crédit-Bail France	711 137	149 611	-42 378	-692	817 678	2 667 664
Total des immobilisations en Crédit-Bail	711 137	149 611	-42 378	-692	817 678	2 667 664
<b>Immobilisations en cours Crédit-Bail</b>						
Immobilisations en cours Crédit-Bail France						207 174
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail		0	0	0	0	207 174
Acomptes versés fournisseurs						
Acomptes versés fournisseurs France					0	
Total des acomptes versés fournisseurs		0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-Bail	711 137	149 611	-42 378	-692	817 678	2 874 838

En milliers d'euros	Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles				
	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Immobilisations en Crédit-Bail					
Immobilisations en Crédit-Bail France	274 015	71 814	-29 213	-34	316 581
Total des immobilisations en Crédit-Bail	274 015	71 814	-29 213	-34	316 581

Immobilisations en cours Crédit-Bail					
Immobilisations en cours Crédit-Bail France					
Total des Immobilisations en cours Crédit-Bail	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France					
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Crédit-Bail	274 015	71 814	-29 213	-34	316 581

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail France	55 106				54 191
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)	55 106				54 191
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail France	44 799	4 691	-5 611	0	43 879
Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	44 799	4 691	-5 611	0	43 879
Créances rattachées Crédit-Bail					
Créances rattachées Crédit-Bail France	15 922				11 369
Total Créances rattachées Crédit-Bail	15 922				11 369
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	26 229				21 680

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	brut	provision	net
Crédit-bail compromis	51 789	-43 562	8 227
Total crédit-bail compromis	51 789	-43 562	8 227
Crédit-bail non compromis	2 401	-317	2 084
Total crédit-bail non compromis	2 401	-317	2 084
Total crédit-bail	54 191	-43 879	10 312

## H) Location simple

En milliers d'euros	Immobilisations				
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions d'immobilisations de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Immobilisations en Location Simple					
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	32 894		-7 753	3 553	28 694
Total des immobilisations en Location Simple	32 894	0	-7 753	3 553	28 694
Immobilisations en cours Location Simple					
Immobilisations en cours Location Simple France	0	1 197	0	0	1 197
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	1 197	0	0	1 197
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	32 894	1 197	-7 753	3 553	29 891

En milliers d'euros	Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Location Simple						
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	18 749	941	-3 414	692	16 968	11 726
Total des immobilisations en Location Simple	18 749	941	-3 414	692	16 968	11 726
Immobilisations en cours Location Simple						
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0	1 197
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	0	0	0	0	1 197
Acomptes versés fournisseurs						
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	18 749	941	-3 414	692	16 968	12 923

En milliers d'euros	Provisions Art 39 et dépréciation des immeubles
---------------------	---



	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Immobilisations en Location Simple					
Immobilisations en Location Simple France	0	0	0	0	0
Immobilisations patrimoine France	7 051	4 718	-5 305	34	6 499
Total des immobilisations en Location Simple	7 051	4 718	-5 305	34	6 499
Immobilisations en cours Location Simple					
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	7 051	4 718	-5 305	34	6 499

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations aux amortissements de l'exercice	Reprises d'amortissements de l'exercice	Autres Variations de l'exercice	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	0				0
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	0				0
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	0	0	0	0	0
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	0	0	0	0	0
Créances rattachées Location Simple					
Créances rattachées Location Simple France	0				0
Total Créances rattachées Location Simple	0				0
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	0				0

**I) Immobilisations corporelles et incorporelles**

Néant

**J) Autres actifs**

En milliers d'euros	2017	2016
Autres débiteurs divers	7 802	18 705
Dépôts et cautionnements	122	94
Fonds de garantie	12	145
Etat Impôts et taxes	14 490	15 751
Créances douteuses	-	0
Impôt différé	5 309	6 105
Total	27 735	40 800

**K) Comptes de régularisation (actif)**

En milliers d'euros	2017	2016
Valeurs à l'encaissement (1)	4 744	-
Charges payées d'avance	-	-
Produits à recevoir	3 438	7 882
Charges à répartir	-	-
Autres	1 667	129
Total	9 849	8 011

**L) Dettes envers les établissements de crédit**

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes et emprunts à vue	4 109	5 464
Dettes rattachées		
Total à vue	4 109	5 464
Valeurs données en pension	-	-
Comptes et emprunts au jour le jour		
Comptes et emprunts à échéance	2 537 278	2 369 533
Dettes rattachées	4 548	3 936
Total à terme	2 541 826	2 373 469
Total	2 545 935	2 378 933

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Comptes et emprunts - Entreprises liées	2 537 278	58 821	180 637	1 000 611	1 297 209
Comptes et emprunts - Entreprises non liées	-				

**M) Opérations avec la clientèle (passif)**

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial  
Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Comptes à vue	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total à vue	-	-
Comptes à terme	170 098	146 641
Dettes rattachées	-	-
Total à terme	170 098	146 641
Total	170 098	146 641

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2017

En milliers d'euros	Total bilan	< à 3 mois	3mois à 1 an	1an-5ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	170 098	3 238	9 894	94 941	62 026

**N) Dettes représentées par un titre**

En milliers d'euros	2017	2016
Bons de caisse		
Total bons de caisse	-	-
Titres de créances négociables (1)	1 000	1 000
Dettes rattachées		
Total titres de créances négociables	1 000	1 000
Obligations	-	-
Dettes rattachées	-	-
Total obligations	-	-
Versements à effectuer sur titres non libérés	-	-
Total Dettes représentées par un titre	1 000	1 000

(1) Les Titres de créances négociables sont remboursables le 10/09/2018 en compte.

**O) Autres passifs**

En milliers d'euros	2017	2016
Dépôts de garantie	2 527	1 904
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	29 010	42 811
Etat et Organismes sociaux	4 082	5 901
Autres	1 038	6 937
Impôt différé	-	-
Total	36 658	57 554

**P) Comptes de régularisation (passif)**

En milliers d'euros	2017	2016
Produits perçus d'avance (1)	15 556	13 690
Comptes d'encaissement		
Charges à payer	7 453	4 189
Autres	6 637	5 915
Total	29 646	23 794

(1) Les produits perçus d'avance sont constitués exclusivement des régularisations des loyers de crédit bail.

**Q) Provisions**

En milliers d'euros	2016	Dotation	Reprise	Utilisation	Autres variations	2017
Provisions	2 607		-2 400			207
Provisions pour suspens						-
Total	2 607	-	-2 400	-	-	207

**R) Capitaux propres**

**1) Capital**

Au 31 décembre 2017, le capital social de NATIOCREDBAIL s'élève à 32 000 000 euros composé de 2 000 000 actions d'un montant nominal de 16 euros entièrement libérées.

**2) Provisions réglementées et subventions d'investissement**

Il s'agit des subventions reçues dans le cadre de nos opérations de crédit-bail pour leur montant net d'amortissement soit 6 171 K€..

**3) Tableau de variation des capitaux propres**

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	32 000					32 000
Prime d'émission	17 642					17 642
Réserve légale	3 200					3 200
Réserve des plus-values à long terme	0					0
Autres réserves	75					75
Provisions réglementées	0					0
Subventions d'investissement	5 957				214	6 171
Report à nouveau	-20 822	12 861				-7 961
Résultat net de l'exercice	12 861	-12 861		14 809		14 809
Total capitaux propres	50 912	0	0	14 809	214	65 936

**4) Résultat dilué par action et résultat par action**

Résultats réduits à une seule action ajustée	
- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	102,32 €
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	7,40 €
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	0,00 €

**4. Notes sur le hors bilan****A) Engagements de hors bilan**

En milliers d'euros	2017	2016
<b>Engagements donnés</b>	<b>323 064</b>	<b>317 538</b>
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	-	5 000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	322 858	312 408
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	-	130
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	207	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>254 180</b>	<b>299 813</b>
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	35 256	54 981
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	152 600	184 449
Engagements de garantie reçus de la clientèle	66 324	60 383

**5. Notes sur le compte de résultat****A) Produits et charges d'intérêts**

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	1 843	27 180	2 423	25 875
Opérations avec la clientèle	-	1 991	-	2 182
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Autres intérêts	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-
Total	1 843	29 170	2 423	28 057

**B) Revenus de titres à revenu variable**

Néant

**C) Commissions**

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit		5		-
Opérations avec la clientèle		-		-
Commissions en risques		935		956

Total	-	940	-	956
-------	---	-----	---	-----

**D) Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location simple****Produits et charges sur opérations de crédit-bail***a) Produits sur opérations de crédit-bail*

En milliers d'euros	2017	2016
Loyers	268 940	251 228
Reprises de provisions spéciales (Art. 39 et 64)	29 212	12 072
Autres reprises de provisions	1	1
Reprises de provisions sur immobilisations	0	0
Plus-values de cession	3 365	2 492
Indemnités de résiliation	3 084	0
Produits divers	3 436	15 294
Coût du risque	-296	-13 571
Total	307 742	267 516

*b) Charges sur opérations de crédit-bail*

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	149 611	134 003
Dotations aux provisions spéciales (Art. 39 et 64)	71 814	64 805
Moins values de cessions	27 540	12 425
Charges diverses	2 113	2 279
Total	251 078	213 512

**Produits et charges sur opérations de location simple***a) Produits sur opérations location simple*

En milliers d'euros	2017	2016
Loyers	253	730
Reprises de provisions	5 305	3 492
Plus-value de cessions	463	387
Indemnités de résiliation	0	0
Produits divers	2 749	0
Coût du risque	0	0
Total	8 770	4 609

*b) Charges sur opérations de location simple*

En milliers d'euros	2017	2016
Dotations aux amortissements	941	1 055
Dotations aux Provisions sur Immeuble	4 718	6 580
Moins values de cessions	1 372	1 676
Charges diverses	3 996	1 296
Total	11 028	10 607

**E) Autres produits et charges d'exploitation bancaire et non bancaire**

En milliers d'euros	2017		2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Autres Produits & Charges d'exploitation bancaire	2 883	8	280	2 409
dont refacturation	-	-	-	-
Autres Produits & Charges d'exploitation non bancaire (1)	560	683	6 233	76
dont Quotepart du produit des subventions	386	-	374	-
Total	3 443	691	6 513	2 485

**F) Charges générales d'exploitation**

Natiocredibail n'a pas de personnel, l'ensemble de ses activités est géré par le personnel BPLG sous forme d'assistance administrative.

A la clôture de l'exercice, les frais administratifs s'élèvent à 11 030 milliers d'euros (dont 10 551 milliers d'euros d'assistance administrative) contre 10 983 milliers d'euros en 2016.

**G) Cout du risque**

En milliers d'euros	2017	2016
---------------------	------	------

Dotations aux provisions	349	265
Créances irrécupérables couvertes		
Créances irrécupérables non couvertes		
Reprises de provision	-558	-304
Récupérations sur créances amorties		
Total	-208	-39

**H) Gains ou pertes sur actifs immobilisés**

Néant

**I) Résultat exceptionnel**

Néant

**J) Impôts sur les sociétés**

Au 31 Décembre 2017, NATIOCREDBAIL a constaté un impôt société à payer de - 410 987 €.

Au titre de 2017, Le montant de l'impôt au titre des différences sociales / fiscales est de - 796 158,34 € .

Le secteur taxable est bénéficiaire de 3 465 922,82 €.

Nous cumulons un total de déficits reportables de 134 288 608,02 €.

**6. Autres informations****A) Informations relatives aux entreprises liées**

En milliers d'euros	Entreprises liées France
<b>Actif</b>	
Créances sur les établissements de crédit	172 518
Créances sur la clientèle	0
Actions et autres titres à revenu variable	46 291
Obligations et autres titres à revenu fixe	0
Autres Actifs	0
Comptes de régularisation actif	62
<b>Passif</b>	
Dettes envers les établissements de crédit	2 541 826
Comptes créditeurs de la clientèle	0
Dettes représentées par un titre	0
Autres passifs	31
Comptes de régularisation passif	5 300
<b>Hors Bilan</b>	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	0
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	167 794
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0

**B) Proposition d'affectation des résultats**

(En milliers d'euros)	
Résultat de l'exercice	14 809 331 ,21
Report à nouveau	-7 961 253,67
Total à répartir	6 848 077,54
Réserve Légale	-
Excédent Réserve Légale	-
Réserve spéciale des œuvres d'art	-
Réserve spéciale provenant de la provision pour investissement libérée	-
Dividende	6 840 000,00
Acompte sur dividendes	-
Report à nouveau	8 077,54
Total réparti	6 848 077,54

**C) Comptabilité sociale et financière et consolidation**

- En tant qu'établissement de crédit, NATIOCREDBAIL, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé.

-Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances

douteuses, leurs équivalents financiers.

-La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

-Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

**a) Passage du résultat social au résultat financier**

En milliers d'euros	2017	2016
<b>Résultat comptable avant impôt</b>	<b>16 016</b>	<b>13 336</b>
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	2 785	-866
Différence entre plus et moins value sociales et financières	-1 220	139
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	-4 587	3 674
Retraitements CRC 2002-03	167	330
Retraitements contentieux	-	-1 346
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	137	59
Divers (écart intérimaire)		10
Résultat financier hors IAS avant impôt au 31 décembre	13 300	15 336

**b) Principaux éléments composant la réserve financière**

La réserve financière de NATIOCREDBAIL au 31 décembre 2017 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017	2016
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux yc Provisions spéciales	61 390	59 824
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	3 466	8 053
Retraitements CRC 2002-03	-780	-947
Retraitements contentieux	-	-
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	471	334
Réserve financière brute - French - au 31 décembre	64 547	67 264
Réserve financière sur immobilisations non louées		
Réserve financière brute French sur immobilisations louées- au 31 décembre	64 547	67 264

**c) Consolidation**

NATIOCREDBAIL est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

**D) Evénements post clôture**

Il n'y a aucun événement post clôture.

**V. —Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIOCRÉDIBAIL S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

#### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Dans le cadre de ses activités bancaires, NATIOCRÉDIBAIL SA est exposée au risque de crédit.</p> <p>NATIOCRÉDIBAIL SA comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.</p> <p>Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés et correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.</li> <li>- statistiquement pour les créances de petits montants.</li> </ul> <p>Au 31 décembre 2017, le montant total des créances brutes exposées au risque de crédit s'élève à millions d'euros; le montant total des dépréciations 2 630,3 millions d'euros s'élève à 43,9 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H des annexes aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de NATIOCRÉDIBAIL S.A. et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.</p> <p>Nous avons également réalisé en date d'arrêt des travaux sur les encours les plus significatifs.</p> <p>Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification des indicateurs de dépréciation,</li> <li>- la classification des expositions en créances douteuses,</li> <li>- le suivi et la valorisation des garanties,</li> <li>- la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé.</li> <li>- avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, nous avons apprécié les méthodologies retenues par NATIOCRÉDIBAIL SA ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données, et avons procédé à la revue des modèles d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique,</li> <li>- en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques.</li> </ul> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>

#### Valorisation des titres de participations

(Se référer aux notes 2D et 3F de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>Les postes « participations et autres titres détenus à long terme » et « parts dans les entreprises liées » représentent un total net de 46298 milliers d'euros comme indiqué dans les notes 2D et 3F.</p> <p>Ces titres sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.</p> <p>Cette valeur d'utilité fait l'objet d'une évaluation annuelle qui fait intervenir plusieurs techniques d'évaluation et des hypothèses macroéconomiques, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le recours à l'actif net réévalué;</li> <li>- le recours à l'évaluation des fonds propres s'appuyant sur des données actuarielles;</li> <li>- le recours à la méthode de la rentabilité future escomptée qui s'appuie sur des données prévisionnelles ainsi qu'un taux d'actualisation et un taux de croissance à l'infini.</li> </ul> <p>Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.</p> <p>Il s'agit d'une estimation qui requiert l'exercice du jugement par la direction dans son choix des éléments pertinents à prendre en compte. A ce titre, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons évalué les processus mis en œuvre par NATIOCRÉDIBAIL S.A. pour mesurer l'éventuel besoin de dépréciation des titres de participation et des parts dans les entreprises liées.</p> <p>Nous mis les procédures avons en œuvre substantives suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse de cohérence entre les titres de participation / parts dans les entreprises liées analysés et la méthode de valorisation retenue;</li> <li>- analyse technique de la construction des modèles de valorisations et revue des hypothèses utilisées pour déterminer les paramètres financiers retenus;</li> <li>- revue des éléments prévisionnels utilisés en vérifiant qu'ils étaient en ligne avec les plans d'affaires approuvés par les organes de direction des sociétés concernées et qu'ils étaient cohérents avec les hypothèses retenues et les performances passées.</li> </ul> <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives aux titres de participation.</p>

#### Contrôles généraux informatiques

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de NATIOCRÉDIBAIL S.A.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente ainsi un point clé de l'audit.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière ;</li> <li>- évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique) ;</li> <li>- examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles, - revue d'un échantillon d'écritures manuelles.</li> </ul>

#### Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

#### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

#### Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIOCRÉDIBAIL SA par l'assemblée générale du 18 mai 2006 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 19 juin 1996 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 12ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 22ème année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

##### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la



collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Rapport au conseil d'administration*

Nous remettons un rapport au conseil d'administration qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 4 mai 2018

*Les commissaires aux comptes,*

PricewaterhouseCoopers Audit  
Nicolas Montillot  
*Associé*

MAZARS  
Claire Gueydan  
*Associée*

#### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.